

Histoire du capitalisme

La question du commencement de l'**histoire du capitalisme**, de ses origines, a été source de débats sociologiques, économiques et historiques depuis le XIX^e siècle. Pour Karl Marx, ce système de production, symbole du triomphe de la bourgeoisie sur la noblesse, ne serait qu'une étape dans l'histoire de l'humanité, caractérisée par la lutte des classes, et serait condamné à être renversé par le prolétariat. Les sociologues allemands du début du XX^e siècle ont quant à eux mis en avant des explications culturelles et religieuses pour expliquer son émergence, Werner Sombart l'associant à la mentalité juive, Max Weber à l'éthique protestante. Plus récemment des historiens, tel Fernand Braudel, se sont intéressés à l'évolution dans le temps long de cette « civilisation », en faisant remonter ses racines au Moyen Âge.

L'histoire du capitalisme soulève de nombreuses polémiques, sujets de confrontation entre les grands courants politiques et économiques : impérialisme, colonialisme, inégalités, crises économiques, exploitation, mais aussi démocratie, liberté, développement, richesse et abondance sont autant de termes et concepts maniés par les auteurs qui ont étudié le sujet.

Les origines d'une civilisation

Le capitalisme médiéval

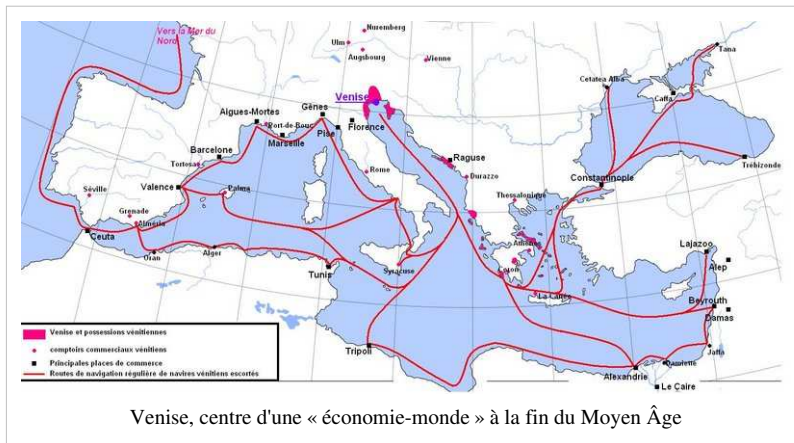
Pour Fernand Braudel (*la Dynamique du capitalisme*, 1985), le capitalisme est une « civilisation » aux racines anciennes, qui a déjà connu des heures prestigieuses attestées par le rayonnement des grandes cités-États marchandes : Venise, Anvers, Gênes, Amsterdam, etc. mais dont les activités restent minoritaires jusqu'au XVIII^e siècle. Werner Sombart (*Le Capitalisme moderne*, 1902) date quant à lui l'émergence de la civilisation bourgeoise et de l'esprit d'entreprise du XIV^e siècle, à Florence.

Commerce médiéval

Comme le montre Braudel, on trouve dès le Moyen Âge des premières manifestations du capitalisme commercial en Italie et aux Pays-Bas. Le commerce maritime avec l'Orient, suite aux croisades, a enrichi les cités italiennes, tandis que les Pays-Bas, à l'embouchure du Rhin, font le lien entre l'Italie et l'Europe du Nord dominée par la ligue hanséatique. Dans les grandes cités, les marchands de draps et de soieries adoptent des méthodes de gestion capitalistes. Ils effectuent des ventes en gros, établissent des comptoirs et vendent leurs produits dans l'ensemble des grandes foires européennes. Ils se fournissent en matières premières aussi bien en Europe qu'au Levant. Dans cette époque troublée du Moyen Âge, ils règlent leurs paiements par lettres de change, moins dangereuses que le transport de métaux précieux. C'est donc logiquement que se développent, en parallèle du capitalisme commercial, les premières activités bancaires du capitalisme financier : dépôts, prêts sur gage, lettre de change, assurance pour les navires.



Le Grand Canal à Venise, par Turner (v. 1835)



Ces capitalistes s'enrichissent si bien qu'ils étendent leur emprise économique sur l'ensemble de l'Occident chrétien, créant ainsi ce que Braudel appelle une « économie-monde ». Dans son analyse, Braudel distingue l'« économie de marché » du capitalisme, ce dernier constituant une sorte de « contre-marché ». Selon lui, l'économie de marché (c'est-à-dire l'économie locale à cette époque) est dominée par

les règles et les échanges loyaux, parce que soumise à la concurrence et à une relative transparence, le capitalisme tente de la fuir dans le commerce lointain afin de s'affranchir des règles et de développer des échanges inégaux comme nouvelles sources d'enrichissement.

On peut remarquer que dès l'Antiquité, des systèmes identiques avaient été mis en place par les Phéniciens, les Grecs, les Carthaginois, les Romains. Ces systèmes étaient toutefois davantage marqués par l'impérialisme et l'esclavagisme que par le capitalisme. À travers le monde, d'autres formes de capitalisme commercial se développent de manière précoce à l'époque féodale (sous la dynastie Ming en Chine par exemple).

Vie urbaine

Dans les grandes villes spécialisées d'Europe, l'artisanat, tourné essentiellement vers l'exportation, est dominé par les grands négociants et drapiers, si bien que les rapports économiques entre artisans et marchands s'apparentent à du salariat. Les négociants contrôlent à la fois l'apport de matières premières en amont et la vente des produits finis en aval.

La population urbaine se différencie déjà en plusieurs classes économiques distinctes, riches pour certaines, pauvres pour d'autres. La ville de Florence en est le parfait exemple : on y trouve très tôt des banquiers qui développent des succursales à travers l'Europe et asservissent l'industrie à leur recherche du profit. Parmi eux de grandes familles, telle celle des Médicis, créent les premiers rapports « privilégiés » entre le monde des affaires et le monde politique.

Apparition des bourses à la fin du Moyen Âge

Selon Fernand Braudel, l'apparition des premières bourses remonte au XIV^e siècle dans ces cités italiennes où le commerce est permanent (contrairement aux foires médiévales se déroulant sur des périodes restreintes) et où se concentrent l'essentiel des activités financières.

C'est toutefois la création en 1409 de la bourse de Bruges, un hôtel dédié à l'échange de marchandises, lettres de change et effets de commerce, qui marque un tournant dans le développement des activités financières. La place s'impose rapidement grâce à l'ouverture de son port, à la renommée de ses foires commerciales et au climat de tolérance et de liberté dont profitent marchands et investisseurs de toutes origines. Ce sont ces mêmes atouts qui permettront ensuite à la place d'Anvers (créée en 1460) de se développer au début de la Renaissance. On pouvait lire à son fronton : *Ad usum mercatorum cujusque gentis ac linguae* (« À l'usage des marchands de tous les pays et de toutes les langues »).

Renaissance et Réforme

L'éthique protestante

Max Weber (dans *l'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* en 1905) considère que l'émergence du capitalisme moderne date de la Réforme. Sur la base d'un constat sociologique, il lie l'esprit du capitalisme moderne à la mentalité protestante et le voit donc comme le résultat d'une évolution lente issue de la Réforme, et plus généralement de l'évolution religieuse se faisant dans le sens d'un « désenchantement du monde ». On remarque d'ailleurs que des formes sporadiques de capitalisme financier avaient été développées depuis bien longtemps par les Lombards et les juifs, non soumis aux contraintes religieuses du catholicisme. C'est d'ailleurs à ces derniers que Werner Sombart (*le Capitalisme moderne*) attribuera la genèse du capitalisme moderne.

Selon Weber, le capitalisme occidental correspond à l'apparition d'un esprit nouveau, d'une révolution culturelle. Weber emploie alors le terme *capitalisme moderne* « pour caractériser la recherche rationnelle et systématique du profit par l'exercice d'une profession. » Plus que la richesse, dont le désir n'est pas nouveau, c'est l'esprit d'accumulation qui s'impose comme vecteur d'ascension sociale.

Cette nouvelle éthique se diffuse grâce à l'émergence de nouvelles valeurs : l'épargne, la discipline, la conscience professionnelle. Cette dernière permet par exemple l'apparition d'une élite ouvrière qui, au-delà du salaire, se soucie de la qualité de son œuvre. Le travail devient une fin en soi. En parallèle émerge un personnage emblématique, l'entrepreneur, qui recherche une réussite professionnelle profitable à la société dans son ensemble.

Le contexte favorable à cette évolution des valeurs est celui de la Réforme. Pour Max Weber, l'éthique du métier vient du luthéranisme qui encourage chaque croyant à suivre sa vocation, et qui fait de la réussite professionnelle un signe d'élection divine. En effet, les croyants ordinaires, sachant qu'ils n'ont pas la maîtrise de leur salut (logique de la prédestination), tentent ardemment de trouver dans leur vie privée des signes de cette prédestination, telle la réussite professionnelle, afin d'atténuer leur angoisse vis-à-vis de la mort et du jugement qui la suit. Par ailleurs le rapport direct à Dieu prôné par la religion protestante accélère le processus de « désenchantement du monde » (en supprimant nombre de pratiques religieuses par exemple), ce qui concourt à l'émergence de la rationalité. Déjà, Karl Marx avait remarqué un processus de démythification en écrivant :

« La bourgeoisie (...) a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité à quatre sous dans les eaux glacées du calcul égoïste. »

(*Manifeste du Parti Communiste*, 1848).

Cette rationalisation permet l'apparition de nouveaux dogmes qui fondent l'esprit du capitalisme :

« La répugnance au travail est le symptôme de l'absence de grâce. »,

« Le temps est précieux, infiniment car chaque heure perdue est soustraite au travail qui concourt à la gloire de Dieu. »

(Max Weber, *l'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*).

Max Weber illustre ses propos d'un texte de Benjamin Franklin, révélateur selon lui des nouvelles mentalités :

« Celui qui perd cinq shillings perd non seulement cette somme, mais aussi tout ce qu'il aurait pu gagner en l'utilisant dans les affaires, ce qui constituera une somme d'argent considérable, au fur et à mesure que l'homme jeune prendra de l'âge. »

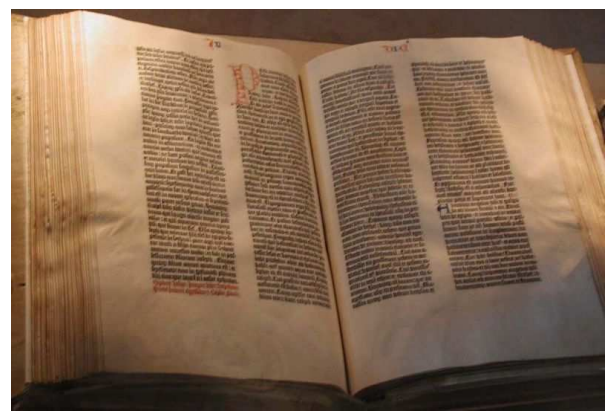
Advice to a young tradesman, 1748

Les thèses de Weber ont été très critiquées. Le lien entre le dogme de la prédestination et l'esprit du capitalisme est très paradoxal, vu qu'il revient pour un fidèle à rechercher des signes d'élection tandis que le dogme affirme la prédestination comme de toute manière impénétrable. Des historiens infirment quant à eux la concomitance des deux phénomènes (Braudel par exemple, qui date le capitalisme d'une période antérieure à la Réforme).

L'esprit d'innovation

D'après Lewis Mumford (*Techniques et civilisations*, 1950), le système technique de la Renaissance annonce le futur économique du monde occidental.

Le XV^e siècle vit par exemple la mise au point de l'imprimerie à caractères mobiles (la « typographie ») par Gutenberg. Soucieux de préserver autant qu'il se peut les secrets de ses recherches, contraints à des emprunts monétaires importants, il est en quelque sorte l'archétype des futurs capitalistes. Son objectif est de répondre à une demande insatisfaite : la demande de culture des esprits de moins en moins analphabètes de la Renaissance. Au besoin de publications à grande échelle de livres majeurs va rapidement suivre la



La Bible de Gutenberg (1450–1454), l'une des premières productions standardisées de grande série

demande d'une production plus diversifiée. La diffusion de Bibles à usage personnel contribue à l'essor de la Réforme, tandis que celle-ci accroît en retour la demande. En partie permise par les progrès de la métallurgie, la typographie lui fournit en retour des débouchés. Intérêt pour la mécanique, prémices de « standardisation », productions de grandes séries, soucis de la « productivité » et esprit d'innovation... S'il faudra bien attendre des avancées similaires dans l'industrie textile pour connaître le décollage industriel, l'imprimerie montre bien que le terreau du capitalisme est plus ancien. Au sujet de l'imprimerie, Max Weber fait remarquer qu'elle existait depuis bien longtemps en Chine et sûrement en Inde, mais comme de nombreuses techniques, héritées parfois de l'Antiquité (la force de la vapeur était par exemple connue dans l'Égypte antique), elle a dû attendre de pouvoir s'insérer dans un ensemble de techniques cohérentes et complémentaires pour pouvoir s'imposer. Elle ne le fit d'ailleurs pas sans rencontrer d'opposition, notamment de la part des copistes médiévaux.

Vers un nouveau système technique

Le nouveau système technique qui se met en place à la Renaissance permet l'émergence de certains principes du capitalisme moderne comme l'amélioration de la productivité, l'économie de main d'œuvre, l'augmentation de la production en volume et sa diversification ou encore l'investissement. Il s'appuie sur quelques innovations de rupture comme le haut fourneau, l'imprimerie ou le système bielle-manivelle, la montée en puissance des grands secteurs industriels (métallurgie, exploitation minière) et l'utilisation courante d'une source d'énergie (hydraulique). Ce système, qui persistera jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, entraînera l'adoption d'un système social correspondant pour être au final le terreau d'un capitalisme naissant et le tombeau du régime féodal qui n'aura pas su s'inscrire dans cette mutation en profondeur.

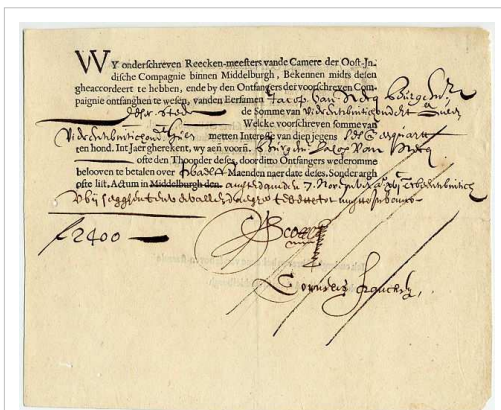


Une presse à imprimer

Le mercantilisme

À partir du XVI^e siècle, la pensée économique n'est plus dominée par les théologiens, mais par des penseurs laïcs qui se soucient en premier lieu de la puissance de l'État : les mercantilistes. Afin d'assurer l'expansion de la richesse du Prince, les valeurs religieuses sont oubliées. Peu importe que l'usure soit un péché ou non, les gouvernants ne se soucient plus que telle ou telle politique commerciale ne soit pas chrétienne : seule compte la raison d'État. Cette pensée n'est pas celle du capitalisme, vu qu'elle ne se soucie que de l'importance de la puissance de l'État et non du développement de la richesse privée. Toutefois, d'abord parce qu'elle contribue à éliminer les valeurs religieuses, ensuite parce qu'elle peut trouver intérêt au développement des affaires privées, elle prépare les évolutions futures. Souvent la création de monopoles par l'État constituait un compromis entre l'enrichissement des marchands et la mainmise de la puissance publique sur les activités les plus lucratives. Ce fut par exemple le cas des différentes Compagnies des Indes.

Évolutions juridiques et monétaires



Une « obligation » de la Compagnie hollandaise des Indes orientales, émise en 1623

Au XVII^e siècle, la Hollande acquiert d'importants comptoirs en Inde et développe le commerce des épices, du poivre en particulier ; elle s'est établi au Japon et commerce avec la Chine. Elle devient le nouveau centre de l'« économie-monde » selon Braudel. En 1602, elle fonde la première Compagnie des Indes orientales : c'est la première grande « société par actions ». Ses dividendes s'élevaient souvent à 15, voir 25 %. De 3 100 florins, les actions montèrent à 17 000 florins à la fin du siècle. Elles étaient soumises à d'incessantes spéculations, alimentées par les rumeurs les plus infondées, voire des campagnes de désinformation organisées. La Compagnie émet aussi des obligations. La Compagnie anglaise des Indes orientales prend le relais et le modèle inspire la création de compagnies dans l'industrie métallurgique, textile, papier...

En parallèle, l'afflux d'or depuis les colonies d'Amérique permet à partir du XVI^e siècle une stimulation des échanges, un perfectionnement des méthodes de paiement et des techniques monétaires. Les monnaies fiduciaires connaissent une importante expansion, les premiers billets apparaissent. Dans le reste du monde, les échanges restent limités par l'usage de « monnaies métalliques dans l'enfance ».

La Hollande connaît aussi la première bulle spéculative de l'Histoire, c'est la Tulipomanie. Dans les années 1630, le prix des tulipes connaît une forte envolée, l'oignon atteignant parfois le prix d'une maison bourgeoise. Lorsque celui-ci devint manifestement irrationnel, le premier krach de l'Histoire se produisit.



Départ des voiliers de la Compagnie des Indes orientales, par Hendrick Cornelisz (v. 1630–1640)

L'émergence du capitalisme

Toutefois, l'émergence du capitalisme est plus souvent associée aux prémices de la révolution industrielle, et en particulier au XVIII^e siècle. Les formes de propriété privée des moyens de production et de salariat se développent durant cette période.

Évolution des rapports sociaux

Dans le domaine artisanal, le capitalisme connaît des formes antérieures à l'usine ou à la manufacture. L'agriculture induit des périodes de faible activité (la morte saison surtout) et les manufacturiers des villes s'intéressent rapidement à cette main d'œuvre régulièrement oisive. Le travail à domicile, ou « *domestic system* », va se développer. Il permet aux artisans et manufacturiers de sous-traiter une partie de leur production aux familles paysannes. Dans le cadre plus spécifique du « *putting-out system* », les entrepreneurs fournissent aux travailleurs ruraux (et toujours à domicile) des matières premières, voire des outils, puis viennent récupérer en échange d'un salaire le produit transformé, qui sera parfois achevé dans les ateliers urbains. Ce système a, par exemple, un intérêt majeur dans le cadre de la production textile. Si on ne peut qualifier de telles méthodes de capitalistes, elles sont bien annonciatrices des futurs rapports sociaux entre employeurs et salariés.



Le Syndic des drapiers, par Rembrandt (1662). Œuvre de commande, elle symbolise la réussite de la bourgeoisie ainsi que la puissance d'Amsterdam

Signes de déclin de l'artisanat



La « *spinning-jenny* » de James Hargreaves, inventée en 1765, décuplait la productivité du fileur ; 20 000 furent vendues avant 1790

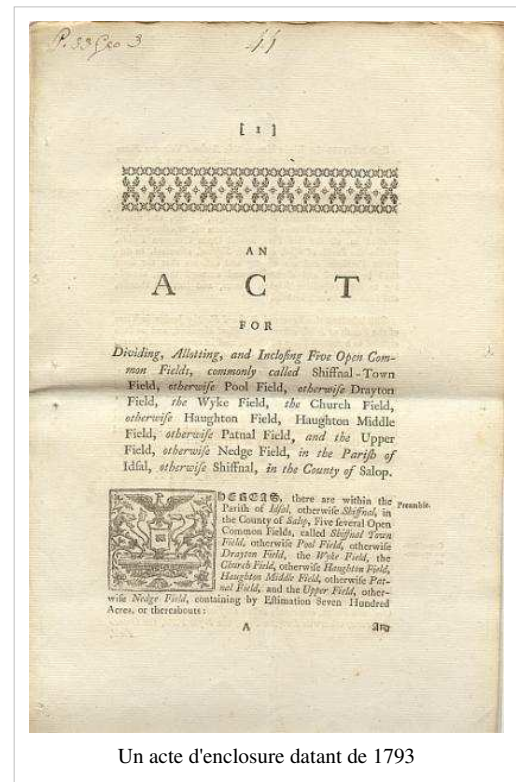
Les innovations des débuts de la révolution industrielle restent accessibles aux petits artisans (cf. image de la « *spinning-jenny* » ci-contre) et ne requièrent pas encore la concentration du capitalisme industriel. On assiste pourtant à de premières grandes concentrations sporadiques, sans lien avec le machinisme mais liées à des productions particulières, comme par exemple l'impression sur toile. Cette dernière nécessite des terrains étendus afin de blanchir les toiles, des pièces immenses où les sécher. Elle requiert un outillage diversifié et complexe, et entraîne des stocks importants de toiles et de colorants. Enfin, elle nécessite le regroupement d'ouvriers spécialistes dans des tâches distinctes. Finalement, de nombreuses formes de productions, pas encore mécanisées, entraînent les premières grandes concentrations de capitaux et de la main-d'œuvre.

La question de l'accessibilité du capital aux plus humbles est essentielle dans l'analyse marxiste. En effet, Marx distingue deux formes différentes de propriété privée : celle du travailleur qui possède les moyens de la production qu'il met en œuvre et celle de la bourgeoisie qui emploie la force de travail des prolétaires. La première forme historique correspond au développement de l'artisanat et de la petite agriculture, elle permet le développement des qualifications. Puis la seconde forme, liée à l'appropriation des moyens de production (voir l'*Inclosure Act* par exemple) par la bourgeoisie (ou la noblesse), permet l'apparition de la grande industrie, des grandes propriétés

agricoles, du salariat et donc de l'ensemble des mécanismes qui fondent le mode de production capitaliste.

Appropriation des terres

Dans le domaine agricole, le système féodal perdure longtemps (le servage n'est aboli qu'en 1861 en Russie, ce qui en fait un cas exceptionnel). En 1727, l'*Enclosure Act* permet aux *lords* britanniques de s'approprier et de clôturer les champs. Auparavant, la propriété revenait aux communes, et les champs étaient exploités par l'ensemble des paysans locaux qui profitaient ensemble des récoltes. Toutefois les premières vagues d'enclosures sont plus anciennes et datent du XV^e siècle. Les bouleversements qu'elles provoquent marquent déjà les esprits de l'époque : Thomas More dénonce déjà dans *Utopia* (1516) les conséquences sociales des balbutiements du capitalisme naissant et décrit un monde alternatif, un nulle part imaginaire marqué par un style de vie s'apparentant au communisme. Le long processus des enclosures et l'imposition des droits de propriété sur les champs vont créer une distinction nette entre le propriétaire et le salarié (les anciens petits exploitants devenant les salariés des *landlords*). La France connaît dans ce domaine un phénomène différent au début du XIX^e siècle : le Code Napoléon, qui disperse les terres entre les héritiers au moment du décès, freine le développement des grandes propriétés du capitalisme agricole.



Un acte d'enclosure datant de 1793

En pleine transition démographique, cette appropriation est le fait d'un intérêt nouveau pour le monde agraire de la part des élites britanniques, qui souhaitent développer une agriculture à haut rendement, et donc lucrative, sur le modèle de la Hollande et des Flandres. Cette appropriation entraînera immédiatement une activité et des investissements importants, du fait même de l'installation des clôtures. Sur le modèle des îles britanniques, la propriété privée des terres s'étend à travers l'Europe et les Amériques, non sans rencontrer des oppositions, notamment morales :

« Le premier qui ayant enclos un terrain s'avisait de dire : ceci est à moi, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : « Gardez-vous d'écouter cet imposteur ; vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la terre n'est à personne ! » »

Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine de l'inégalité*, 1755

La légitimité historique du capitalisme agraire se trouve essentiellement dans son effet direct : la Révolution agricole. Comme l'a montré Max Weber, l'introduction de l'idée de profit individuel a permis l'émergence du rationalisme dans la production, source principale de la productivité :

« Lorsque les fruits sont à tous et que la terre n'est à personne, la terre ne produit que des bruyères et des forêts. »

Jean-Baptiste Say

Les progrès de l'agriculture capitaliste ont été nécessaires pour alimenter une population dont la croissance exponentielle (elle passe en Grande-Bretagne de 6 à 18 millions entre 1750 et 1850) faisait craindre aux plus pessimistes (Thomas Malthus en particulier) une fin désastreuse.

L'avènement politique du capitalisme

Selon Braudel, le capitalisme ne peut s'établir profondément que là où les lois le lui permettent et assurent son épanouissement :

« Il y a des conditions sociales à la poussée et à la réussite du capitalisme. Celui-ci exige une certaine tranquillité de l'ordre social, ainsi qu'une certaine neutralité, ou faiblesse, ou complaisance de l'État. »

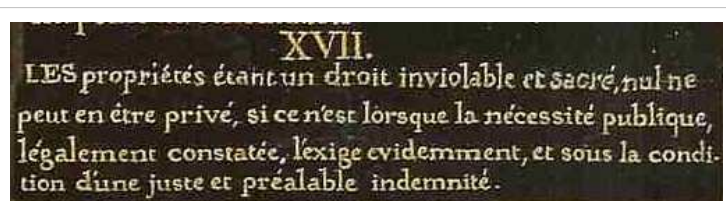
La Dynamique du Capitalisme

La constitution des économies capitalistes telles que nous les connaissons a donc supposé d'importants changements législatifs instaurant la propriété privée du capital et un marché du travail. Pour Karl Marx, ces changements ne sont que la manifestation de la prise de pouvoir au sein de l'État de la bourgeoisie, une des étapes essentielles de la lutte des classes.

Propriété privée des moyens de production

En Grande-Bretagne, le vote de l'*Enclosure Act* marque l'avènement de la propriété privée du capital, il est suivi au XIX^e siècle de la libéralisation de l'actionnariat. En 1825, le *Bubble Act*, qui limitait la taille des entreprises, est abrogé. En 1856, la création de sociétés anonymes est libérée de toute contrainte. C'est le début de la domination des théories du laissez-faire, souhaitant limiter l'intervention de l'État dans l'économie : idéologie répandue en Grande-Bretagne par les auteurs de l'école classique anglaise ^[1].

En France, suite aux mouvements révolutionnaires de la capitale, les châteaux des campagnes sont assaillis à la fin juillet 1789 par les paysans qui contestent la propriété seigneuriale. Dans la nuit du 4 août 1789, les privilèges de la noblesse sont abolis et la propriété foncière est dès lors



L'article XVII de la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*

ouverte à la bourgeoisie, tandis que la disparition de nombreux impôts d'Ancien Régime permet de (re)lancer l'investissement. Le 26 août, la propriété privée est, « sous les auspices de l'Être suprême », reconnue dans la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* comme un droit inaliénable.

Aux États-Unis, depuis la colonisation, la propriété privée des terres a été la règle. Toutefois, la législation américaine a pu se montrer très favorable envers les moins riches et a su, grâce à l'immensité du territoire, faire de la propriété privée de la terre une notion fondamentale défendue par les plus humbles (non esclaves). Une loi de 1862 accorde en effet la propriété privée de 160 arpents aux pionniers. Le *Homestead Act*, en offrant un jardin à cultiver aux Européens démunis, stimule les flux migratoires vers les États-Unis.

Marché du travail

En Grande-Bretagne, les économistes classiques de la fin du XVIII^e siècle et du début XIX^e siècle vont concentrer leurs critiques sur les lois établies afin de permettre l'émergence de lois favorisant le marché. Héritées du XVII^e siècle, les *poor laws* britanniques offraient via les paroisses une assistance aux indigents en leur attribuant un travail dans des *workhouses*, voire leur faisaient la charité de quelques denrées nécessaires à leur survie. Les grands classiques de l'économie (Adam Smith, Thomas Malthus et David Ricardo) s'acharnent contre ce système qui empêcherait la mobilité des travailleurs. En 1834, la quasi-abrogation de ces lois contraint les pauvres à se rendre en ville afin d'éviter la famine, en trouvant par la vente de leur force de travail les ressources nécessaires à leur survie.

Cette réforme intervient cependant à une époque où le Royaume-Uni a déjà lancé sa révolution agricole puis industrielle et doublé sa population au cours du XVIII^e siècle, grâce notamment au succès des usines de coton, prenant une énorme avance sur le reste du monde, qu'il perd peu à peu à partir de 1850.

En France, la constitution du marché du travail et la liberté des capitaux est permise en juin 1791 par la Loi Le Chapelier, qui interdit toute liberté d'association : corporations, associations et coalitions (c'est-à-dire syndicats et grèves).

Aux États-Unis, c'est le 13^e amendement de la Constitution qui abolit l'esclavage le 18 décembre 1865, qui conclut la libéralisation du travail dans l'ensemble des secteurs d'activité.

Histoire du capitalisme moderne

Introduction



La machine à vapeur, exemple-type de la nécessaire concentration des capitaux

Alors que la législation favorise la bourgeoisie, la révolution industrielle s'emballe au début du XIX^e siècle. Les productions de plus en plus importantes en volume, et les produits de plus en plus complexes, nécessitent des investissements de plus en plus grands. C'est le cas dans l'industrie naissante, mais aussi dans l'agriculture où de grosses machines (les moissonneuses batteuses dès 1834) font leur apparition. L'écart croissant entre le coût de ces machines et les salaires, ainsi que la limitation des biens communs et la dureté du travail, contribuent à segmenter la société en deux groupes bien distincts : les propriétaires du capital, et ceux que Marx

appellera plus tard les « prolétaires ». Les usines se développent, les paysans sont emmenés de leurs campagnes pour rejoindre les villes et vendre leur force de travail dans l'industrie.

En un siècle, le triomphe du capitalisme industriel a transformé une société traditionnelle, rurale et agricole, en une société urbaine et industrielle. L'exode rural, combiné à l'explosion démographique, a dépeuplé les campagnes (il est toutefois intéressant de noter qu'en 1881, plus de 62 % des Français sont encore des ruraux) et les ouvriers sont venus s'entasser dans les banlieues des grandes cités industrielles. Cette concentration humaine, associée à la misère ouvrière et au chômage de masse (l'« armée de réserve » décrite par Marx), contribue à l'émergence de la conscience de classe au sein du prolétariat. Auparavant une misère agricole au moins égale, peut-être souvent pire n'entraînait pas de tels problèmes sociaux du fait de l'absence de concentration. Les paysages sont profondément transformés, les « villes champignons » se multiplient, les grands centres économiques sont rebâtis (Paris par Haussmann), les régions charbonnières sont défigurées...

Toujours au plan social, le « capitalisme managérial » (Alfred Chandler, *la Main visible des managers*) émergeant au tournant des deux siècles provoque de nouvelles distinctions entre « propriétaires », « entrepreneurs », « ouvriers » et « gestionnaires ». Dès lors, les profits des propriétaires sont de moins en moins légitimes et s'apparentent à une rente, car il n'est plus seulement question de la rémunération de leur talent d'entrepreneur. Toutefois, les riches familles de rentiers sont dépassées par les entrepreneurs de génie dès la fin du XIX^e (Siemens, Edison, Ford... et plus récemment Bill Gates), comme le fut en son temps la noblesse.

Après la Seconde Guerre mondiale, une période de forte croissance économique, les « Trente Glorieuses » (Jean Fourastié) en France, amène de nombreuses économies du Nord à la société de consommation, tandis que s'impose une classe moyenne et que les niveaux de vie ont tendance à s'uniformiser.

Le dernier quart du XX^e siècle est marqué par l'ouverture croissante des marchés financiers et par le nivellement des niveaux de vie. Les petits actionnaires se multiplient, l'actionnariat salarié se développe, ainsi que les fonds de pensions dans les pays anglo-saxons. Il semble que dans ses dernières évolutions, le capitalisme veuille se montrer comme bénéficiant à un plus grand nombre qu'auparavant. Mais surtout, la fin du XX^e siècle est marquée par la chute du système économique alternatif exercé dans les pays du « bloc communiste » (dont certains estiment qu'ils constituaient en vérité une forme étatique du capitalisme^[2]) ayant désormais des économies de transition. Le capitalisme est alors dominant sous sa forme libérale, mais des secteurs avec des modes de fonctionnement différents coexistent (économie sociale, économie publique, professions libérales), celles-ci représentent 50 à 60 % du PIB dans les pays développés, ce qui rend relatif le poids de l'économie capitaliste dans ces sociétés.

Institution de l'économie de marché

Selon Karl Polanyi (*La Grande Transformation, Aux origines de notre temps*, 1944), l'Occident a connu depuis la fin du XV^e siècle, une généralisation des relations de marché. Il note toutefois que la prépondérance de celles-ci sur les relations traditionnelles, basées par exemple sur le don, le servage, le travail collectif ... ne devient effective qu'au XIX^e siècle. C'est en effet durant cette période que se met en place en Occident une civilisation dont l'économie repose sur le marché autorégulateur, l'État libéral, l'étalon-or comme système monétaire international, et l'équilibre des puissances depuis la fin des guerres napoléoniennes.

Pour décrire cette transformation, K. Polanyi reprend l'exemple de l'avènement du marché du travail en Grande-Bretagne. Le système traditionnel encadrait le travail par d'importantes restrictions juridiques. Les corporations imposaient des règles, davantage basées sur la coutume que sur les lois du marché, concernant aussi bien les rapports entre maîtres, compagnons et apprentis, que les conditions de travail ou les salaires. Ces derniers étaient par exemple annuellement évalués par des fonctionnaires.

Encore en 1795, des juges de Speenhamland, un village de Grande-Bretagne, avaient décidé d'accorder des compléments de salaires, voire un revenu minimum aux indigents. Cette décision inspira la Grande-Bretagne entière et l'instauration d'un marché du travail, basé sur l'idée libérale que seul le travail doit être source de revenu, se heurtait à l'idée charitable que quiconque a un « droit de vivre ». Cet obstacle, critiqué par les classiques de l'économie et certaines philosophes utilitaristes fut finalement levé en 1834 avec la disparition des poor laws (cf. supra).

Le dogme du marché autorégulé s'impose alors à la Grande-Bretagne (et par la suite au Royaume-Uni), et est complété par de nouvelles mesures qui vont former un système cohérent propice à l'expansion du grand capitalisme. Afin de garantir la régulation du marché, on indexe l'émission monétaire sur l'encaisse-or en 1844. Cette discipline monétaire, adoptée par la plupart des nations dans la seconde moitié du XIX^e permet la stabilisation, ou l'autorégulation, des balances des paiements, suivant le principe des points d'entrée et de sortie d'or. Cette rigueur monétaire induit une déflation continue au XIX^e qui nécessite une baisse proportionnelle des salaires nominaux (afin de garantir les profits), que seules les dures lois du marché peuvent imposer aux travailleurs. De même, afin de garantir une stabilité du pouvoir d'achat des travailleurs, malgré la baisse des salaires nominaux, le libre-échange s'impose comme moyen d'alimenter la baisse des prix par l'importation de produits étrangers à moindres coûts, d'où l'abolition des *corn laws* (lois protectionnistes sur le blé) en 1846 (cf infra).

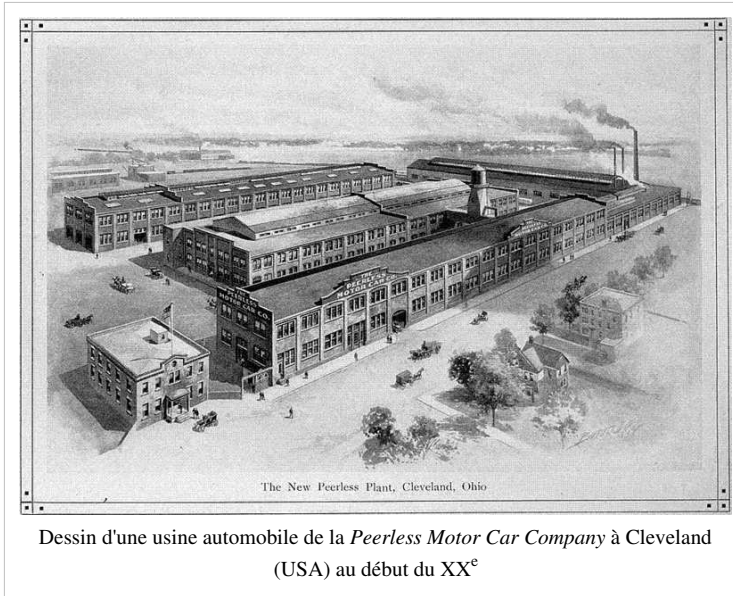
XIX^e–XX^e siècle : histoire de l'« entreprise »

Le capitalisme reste au XIX^e siècle essentiellement familial (à l'exception de quelques grandes sociétés déjà évoquées). Les noms des grandes familles industrielles et financières les plus connues de nos jours évoquent toujours cette période : Rothschild, Schneider, Siemens, Agnelli, ... C'est dans une optique familiale que se développe le grand capitalisme : on s'accorde pour éviter la dispersion de l'entreprise entre les héritiers, tandis que les « fusions » de l'époque se font par l'entremise d'alliances matrimoniales.

Dans la seconde partie du siècle, une nouvelle bourgeoisie s'impose, non celle des propriétaires mais celle des diplômés. En France par exemple, les Grandes Écoles fournissent l'essentiel des nouveaux entrepreneurs (Armand Peugeot, André Citroën, etc.). Mais l'arrivée de ces diplômés à la tête des grandes entreprises ne brise pourtant pas la tradition familiale :

« Dans un cas de figure repris souvent dans les romans, l'ingénieur brillant pouvait succéder au patron après avoir épousé sa fille. »

(Patrick Verley)



Le développement de la législation sur les sociétés anonymes (libéralisation totale en 1856 au Royaume-Uni, 1867 en France et 1870 en Prusse), permet progressivement à des capitaux anonymes de se joindre à ceux des grandes dynasties industrielles.

Dans *Capitalisme, socialisme et démocratie* (1942), Joseph Schumpeter prévoit que ces évolutions juridiques feront à terme disparaître la fonction d'entrepreneur-innovateur et qu'« au romantisme des aventures commerciales d'antan succède[ra] le prosaïsme ». La disparition de l'entrepreneur, entendu au sens du XIX^e siècle, mène selon Schumpeter à la disparition de l'initiative capitaliste. L'«

évaporation de la substance de la propriété » nuit à la vitalité de l'économie, et de par ses succès mêmes, « l'évolution capitaliste, en substituant un simple paquet d'actions aux murs et aux machines d'une usine, dévitalise la notion de progrès ». Finalement, Joseph Schumpeter craint à l'époque que le capitalisme disparaisse au profit du socialisme.

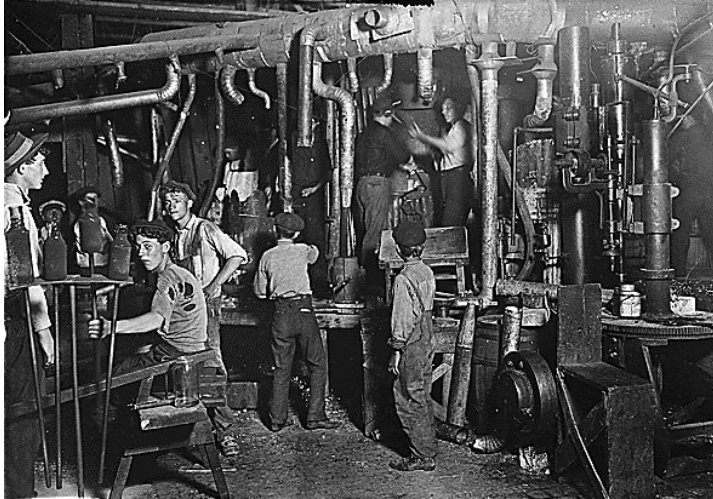
Au XX^e siècle, les évolutions des productions, la taille des entreprises et la complexité de leur gestion poussent de nombreux économistes à annoncer la fin du pouvoir des propriétaires du capital au profit des « gestionnaires » (*managers*). John Kenneth Galbraith prévoit que le pouvoir au sein de l'entreprise passe « de façon inévitable et irrévocable, de l'individu au groupe, car le groupe est seul à posséder les informations nécessaires à la décision. Bien que les statuts de la société anonyme placent le pouvoir entre les mains de ses propriétaires, les impératifs de la technologie et de la planification les en dépouillent pour les transmettre à la technostructure. » On assiste à une « révolution managériale » (*corporate revolution*), où le *manager* prend le relais de l'entrepreneur. Les équilibres entre les différents caractères du capitalisme en sont subtilement transformés : l'objectif essentiel est désormais moins le profit (qui préoccupait l'entrepreneur propriétaire) et les dividendes (soucis de l'actionnaire) que l'agrandissement de l'entreprise et de sa prospérité, dont dépendent la rémunération et le prestige des *managers*. L'accumulation du capital devient la nouvelle priorité.

Les évolutions les plus récentes de l'entreprise traduisent toutefois un retour en force des propriétaires. L'*actionnaire* redevient la finalité de l'entreprise. Il ne s'agit généralement plus d'un individu, mais souvent de fonds de placement ou de fonds de pensions, ou de banques chargées de faire fructifier l'épargne des déposants, exigeants qu'ils soient petits ou grands. La logique de la « rentabilité financière » reprend l'avantage sur celle de la rentabilité économique. Les plus à même de remplir ces nouveaux objectifs restent les *managers* qui, bien qu'ayant perdu leur pouvoir d'orientation au profit de ce qu'on appelle désormais la « gouvernance d'entreprise » (*corporate governance*), obtiennent des salaires toujours plus importants.

Certains économistes contestent cette nouvelle puissance des actionnaires au sein de l'entreprise. Pour Joseph Stiglitz (*Quand le capitalisme perd la tête*, 2004) les entreprises sont toujours aux mains des managers et des comptables qui ne fournissent pas aux actionnaires des données réelles sur la santé des entreprises et n'hésitent pas à voler ces derniers *via* des manœuvres financières incomprises, en particulier la distribution de *stock-option*.

XIX^e–XX^e siècle : capitalisme et salariat

La machine contre l'ouvrier ?



Une usine de verre de l'Indiana, en 1856, où travaillent entre autres des enfants

Cette problématique s'illustre dès les débuts de la première révolution industrielle. Les modifications du travail et de son organisation engendrées par l'arrivée de machines entraînent pour les travailleurs une source de chômage, mais surtout de déqualification. Adam Smith (*Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776) reconnaît que le développement du machinisme et la division du travail abrutissent les hommes et amènent à les considérer comme de simples machines devant réaliser un même geste simple toute la journée. En 1811, les ouvriers du Nottinghamshire se révoltent,

inspirés par la légende du célèbre Robin des Bois, sous la direction d'un mythique Ned Ludd, pour détruire les machines, devenues leurs ennemies. Il en fut de même en 1831, lors de la « révolte des Canuts » (ouvriers de la soie Lyonnais).

De fait, pour les capitalistes, la machine a longtemps primé sur l'Homme. C'est ce dernier qu'on adapte. Lorsqu'un accident le prive d'un bras, on change l'Homme sans s'inquiéter de l'adéquation de la machine. Lorsque la machine et certains de ses composants sont d'accès difficiles, on emploie les enfants, dont la taille permet d'aller dans des endroits peu accessibles.

D'un point de vue général, les études sur longues périodes ont montré que le résultat de l'introduction des machines est plus complexe que l'unique concurrence envers le travailleur, puisqu'elle amène aussi à créer de nouveaux postes plus qualifiés (apparition des ingénieurs) en parallèle des anciens postes d'ouvriers. Plus tardivement, les machines ont aussi pu réduire la pénibilité et la durée du travail lorsque leur conception prenait en compte cette approche. Elles ont aussi permis aux hommes d'accéder à une société où les biens sont plus abondants grâce à l'augmentation de la productivité. Certains auteurs, enthousiastes face à la forte productivité des secteurs primaire et secondaire, confiants en la robotisation, n'hésitent pas à prophétiser « la fin du travail » (Jeremy Rifkin, 1996), et encouragent l'avènement d'une économie essentiellement tournée vers les services à la personne (« la production de l'homme par l'homme » selon Robert Boyer).

Les droits sociaux

« Désespérés, réduits à l'alternative de mourir de faim ou d'arracher à leur maître par la terreur la plus prompte condescendance à leur demande. »

Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776

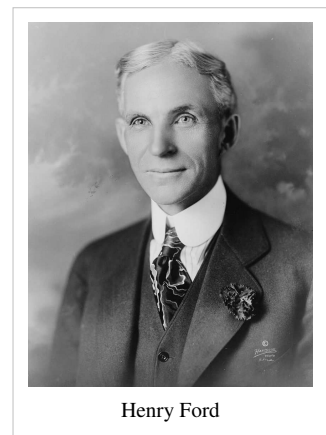
Sous la pression du développement du mouvement ouvrier et de la question sociale, le législateur va devoir réagir pour améliorer les conditions de vie des travailleurs. Des lois vont progressivement améliorer le temps de travail, les conditions de travail, le premier âge du travail, l'accès aux soins, à la « retraite », etc. Dès 1833 au Royaume-Uni avec le *Factory Act*, mais de façon très progressive puisque la loi de 1833 ne fait que limiter à 9 h par jour le travail des enfants de moins de 13 ans. Ces progrès humains ne se font donc que lentement, et dans le cadre d'un rapport de forces permanent.

Cette période voit aussi se développer de nouvelles formes de solidarité entre travailleurs qui s'auto-organisent pour faire face à un dur quotidien. Les formes modernes de l'économie sociale se développent en opposition au capitalisme et proposent des services aux salariés. Dans un premier temps, les premières mutuelles servent à financer les enterrements, puis elles étendent leur champ d'action au financement des jours de grèves, puis aux congés maladie et à la retraite.

Certains grands patrons ne seront pas insensibles à la misère du monde ouvrier, et s'illustreront par leur paternalisme, par leur philanthropie et leurs méthodes de travail tout aussi avant-gardistes que compétitives. Robert Owen commença ainsi à poser les bases du mouvement coopératif dans son usine de New Lanark, en proposant à ses ouvriers aussi bien des cours du soir, que des jardins pour leurs enfants. En France, au Creusot, Schneider offre aussi divers services à ses salariés, sans négliger toutefois de faire implanter une caserne.

Les salaires

Plus tard, Henry Ford comprendra que l'insatisfaction de l'ouvrier, engendrée par les méthodes de travail tayloristes, se fait au détriment de la productivité, et proposera des salaires bien au-dessus du marché afin de limiter la rotation du personnel et de fidéliser une main-d'œuvre devenue difficile à recruter sur des postes peu valorisants de travail à la chaîne en une période sans chômage. Cette pensée se généralisera et aboutira au « compromis fordiste » des années 1945-1970, période sur laquelle la part des salaires dans la valeur ajoutée va progresser au détriment de la part relative du profit. Toutefois, la productivité toujours accrue des salariés satisfaits de leurs salaires permet aux profits de s'accroître dans l'absolu : c'est ici qu'apparaît l'idée de compromis. La fin du compromis fordiste, depuis les années 1970 ou 1980 selon les pays, va cependant entraîner un mouvement inverse toujours en cours, dans lequel la part du profit progresse rapidement au détriment des salaires.



Henry Ford

Des modèles d'organisation du travail plus récents, tel le « toyotisme », invitent le salarié à faire part de ses réflexions sur le processus de production, lui permettant dès lors de reprendre un ascendant sur la machine, ou du moins d'en avoir l'illusion.

XIX^e–XX^e siècle : évolution des enjeux politiques du capitalisme

Capitalisme agricole contre capitalisme industriel

L'opposition entre les grands capitalistes agricoles et d'autres parties de la population ne va malgré la révolution agricole pas tarder à se manifester. Dès 1776, Adam Smith écrit :

« Les propriétaires, comme tous les autres hommes, aiment à recueillir là où ils n'ont pas semé. »

Le capitalisme agricole, qui cherche à alimenter la hausse des prix par le protectionnisme (via les *Corn Laws*), va alors s'opposer au capitalisme industriel. En 1810, l'économiste et parlementaire David Ricardo (*Essai sur l'influence du bas prix du blé*) pense que l'ouverture du pays aux importations agricoles permettra, grâce à la

faiblesse du prix des subsistances, de réduire les salaires et donc de favoriser l'industrie. De fait, c'est bien un lobby d'industriels du textile (l'*Anti Corn Laws League*) qui, au terme d'une bataille politique incertaine contre les grands propriétaires fonciers, fera abroger les *Corn Laws* en 1846. Le capitalisme libéral remporta alors l'un de ses premiers triomphes.

À l'inverse, aux États-Unis, le Sud, qui repose sur une agriculture esclavagiste, est libre-échangiste, tandis que le Nord, qui développe un capitalisme industriel, est protectionniste. Durant les décennies précédant la Guerre de Sécession, des propriétaires du Sud prétextaient d'ailleurs que la condition de l'ouvrier du Nord n'était que rarement enviable à celle de l'esclave du Sud. Ils dénonçaient donc souvent l'appétit que les capitalistes dissimulaient derrière les discours abolitionnistes. L'imposition du capitalisme industriel à l'issue de la guerre se traduisit donc par un ancrage profond de l'économie dans le protectionnisme qui a permis un essor rapide de nouveaux secteurs industriels.

Capitalisme et démocratie

Selon Raymond Aron (*Dix-huit leçons sur la société industrielle*, 1962), le capitalisme a besoin dans son évolution d'accroître la qualification de la main-d'œuvre afin de garantir la pérennité de la croissance économique. Cette qualification accrue provoque l'émergence des aspirations égalitaires. La société capitaliste conduit selon lui naturellement à la démocratie « *parce qu'elle est fondée non pas sur des inégalités de statut, sur l'hérédité ou sur la naissance, mais sur la fonction remplie par chacun* ». La démocratisation rend sensible la population au plein emploi, à la diminution du temps de travail, à la réduction des inégalités de revenus, ce qui aboutit finalement à une intervention croissante de l'État et à l'apparition de nombreuses formes de contre-pouvoirs.

Pour Joseph Schumpeter (*Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1942), c'est l'apparition du capitalisme et l'émergence d'une élite bourgeoise qui a permis le succès de la démocratie en lui fournissant des hommes capables de mettre en place une structure bureaucratique efficace. Si le socialisme peut selon lui aussi être démocratique, il en est toutefois moins apte que le capitalisme :

« Une classe dont les intérêts sont le mieux servis par une politique de non-intervention met plus facilement en pratique la discrétion démocratique que ne sauraient le faire des classes qui tendent à vivre aux crochets de l'Etat. »



La Guerre de Sécession est souvent interprétée comme le conflit d'une société traditionnelle et agricole s'opposant à la marche vers le capitalisme industriel
(Bataille de Fredericksburg, 13 décembre 1862)

(*ibid.*)

Toutefois, pour des raisons similaires à celles exposées plus tard par Raymond Aron, la démocratisation mène souvent à une socialisation de la démocratie et à un recul du capitalisme.

Rosa Luxemburg considère que dans la société capitaliste « *les institutions formellement démocratiques ne sont, quant à leur contenu, que des instruments des intérêts de la classe dominante* ». ^[3] Selon elle, la démocratie serait empêchée par le fonctionnement du capitalisme, qui place une seule classe sociale à la direction de la société.

Capitalisme et patriotisme

Selon Michel Aglietta (*Régulation et crises du capitalisme*, 1976), le succès du capitalisme aux États-Unis est lié au « mythe de la Frontière ». L'idée originale de l'aménagement d'un espace géographique gigantesque se serait transformée en une idéologie favorable au capitalisme : « celle exprimant la capacité de la nation américaine à polariser les activités industrielles dans un sens de progrès. » L'assimilation de l'avantage de la grande industrie à la construction de la nation dans la conscience populaire aurait permis de justifier l'ensemble des dégradations du processus de production (taylorisme puis fordisme) nécessaires à la réalisation des profits des capitalistes.

« C'est pourquoi la bourgeoisie industrielle a pu faire avaliser ultérieurement par l'ensemble de la nation les transformations technologiques induites par la plus-value relative en les présentant comme l'édification d'une « nouvelle frontière ». »

(*ibid.*)

Dans l'Histoire, le patriotisme serait donc un outil permettant de justifier les sacrifices des travailleurs au profit du grand capitalisme : c'est par exemple la conclusion que tireront certains poilus revenant des tranchées de la Première Guerre mondiale et constatant l'enrichissement nouveau de nombreux industriels. Voir la phrase d'Anatole France : « On croit mourir pour la patrie ; on meurt pour des industriels ».

Confrontation des pouvoirs politiques et des pouvoirs privés

Un des soucis majeurs de l'accumulation du capital matériel a été l'accumulation de pouvoir qu'elle signifiait. Les grandes manufactures ont donc longtemps été étroitement contrôlées par l'État (on pense aux manufactures de Colbert) afin de limiter la constitution de formes de pouvoir privé. La création de sociétés sans l'aval du Parlement n'est accordée par exemple qu'en 1825 en Grande-Bretagne (abrogation du *Bubble Act*). La libéralisation complète de la création de sociétés par actions n'est achevée qu'en 1856 au Royaume-Uni.

Avant même la révolution Russe, c'est aux États-Unis que se manifestent les premières oppositions entre le pouvoir politique et les grandes firmes capitalistes. Le capitalisme sous la forme du libéralisme économique apparaît et prône la concurrence par une nouvelle organisation du marché comme gage d'efficacité, tandis que les précédentes formes de capitalisme avaient une tendance à la concentration et à l'entente. Dans cette optique libérale, la création de monopoles est donc contrariée par des lois antitrust. Elles seront mises en pratique pendant l'« ère progressiste » par Theodore Roosevelt qui s'opposera particulièrement à Rockefeller et à J.P. Morgan. Plus tôt, les États du Sud avaient provoqué la guerre de Sécession en proclamant leur indépendance, craignant de se voir imposer le modèle du nord (opposé à leur système esclavagiste) par le gouvernement fédéral républicain d'Abraham Lincoln.

Collaboration des pouvoirs politiques et des pouvoirs privés

Dans l'histoire récente, les tentatives de nationalisations des biens matériels des grandes firmes transnationales ont provoqué la chute de certains gouvernements comme celui de Salvador Allende en 1973 au Chili. En 1956, la nationalisation du Canal de Suez par le gouvernement égyptien de Nasser, provoque l'entrée en guerre de la France, du Royaume-Uni et d'Israël. À l'opposé, de nos jours, les privatisations des entreprises s'accompagnent presque systématiquement de mouvements sociaux et de protestations. La question du capitalisme, de par sa nature juridique, est source de pressions et de déséquilibres politiques.

Pour John Kenneth Galbraith :

« Le système industriel est inextricablement lié à l'État. Il n'échappe à personne que, de bien des façons, la grande entreprise moderne est un bras de l'État, et celui-ci, dans les circonstances importantes, est lui-même un instrument du système industriel. »

Le Nouvel État industriel, 1967

Selon Galbraith, les grandes firmes américaines de la seconde moitié du XX^e siècle s'approprient un pouvoir excessif afin de mettre en place à leur profit une économie planifiée. Le danger de guerres ayant pour seul objet de fournir des débouchés à l'industrie de l'armement est notamment évoqué. Quelques années plus tôt, le président américain avait d'ailleurs déclaré :

« Nous ne devons jamais permettre que le complexe militaro-industriel ne menace nos libertés ou le processus démocratique. »

Dwight David Eisenhower, Dernier discours à la nation du président des États-Unis, le 29 janvier 1961

Le libéralisme et ses théories les plus fondamentales sont par ailleurs remises en cause par le capitalisme industriel. Selon sa théorie dite de la « filière inversée », c'est par exemple la consommation qui s'adapte à la production grâce au harcèlement et aux besoins créés par la publicité. Il insiste donc sur la nécessité de l'existence de « pouvoirs compensateurs », et sur le rôle essentiel de l'éducation dans l'émancipation de l'individu.

Les liens entre le monde politique et les grandes entreprises font régulièrement l'objet de polémiques. On pense par exemple à celles liées à la guerre en Irak, ou aux critiques faites au mode de financement des campagnes électorales aux États-Unis.

Le capitalisme face aux velléités de régulation de l'État au XX^e siècle

Tout au long du XX^e siècle, l'épanouissement du capitalisme a été remis en cause par les crises économiques et l'émergence de modèles économiques alternatifs : les guerres mondiales, le bloc communiste, le nazisme en Allemagne et surtout la crise économique des années 1930.

C'est en effet au cours de cette décennie que le capitalisme dut faire face aux défis les plus importants depuis son avènement au XVIII^e siècle. La crise amena une remise en question du « capitalisme sauvage » et du libéralisme. Par exemple, la théorie économique alors dominante (keynésienne) préconisait l'intervention publique (John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie*, 1936) pour réguler les dysfonctionnements d'un système économique qu'elle qualifiait d'imparfait et de fondamentalement instable.

Après la Seconde Guerre mondiale, le développement des États providence s'accompagna d'une prise de contrôle par l'État des plus grandes sociétés industrielles, commerciales et bancaires dans de nombreux pays. Les systèmes d'assurance privée furent quant à eux remplacés par une prise en charge collective des risques à l'échelle étatique. On mit alors en place des économies mixtes, où le capitalisme devait désormais non plus dominer, mais coexister avec des systèmes économiques alternatifs.

Toutefois, suite au choc pétrolier et à la crise économique des années 1970, les fondements théoriques de l'intervention publique et de la régulation du capitalisme furent bouleversés. Le retour des politiques libérales et la privatisation de pans entiers de l'économie marqua le retour en force du capitalisme privé comme système dominant des économies de marché. Par ailleurs, les années 1990 furent marquées par la disparition progressive des systèmes alternatifs dans les pays de l'ancien bloc communiste et dans de nombreux pays en voie de développement.

L'expansion du capitalisme : des capitalismes nationaux au capitalisme mondialisé

L'essor du capitalisme a été encouragé par le nationalisme économique et le mercantilisme^[réf. nécessaire] (voir plus haut). Au début des années 1950, Charles Erwin Wilson, PDG de General Motors, déclarait « ce qui est bon pour General Motors est bon pour les États-Unis et réciproquement ». Un siècle plus tôt, Karl Marx expliquait que le capitalisme requiert un marché protégé où écouler ses produits, le nationalisme était dans un premier temps la meilleure manière de se le garantir :

« Le marché est la première école où la bourgeoisie apprend le nationalisme ».

Depuis, la convergence des intérêts nationaux et de ceux du capitalisme est de plus en plus contestée, et il semble que le capitalisme cherche à s'affranchir des contraintes nationales en se faisant le moteur de la mondialisation économique.

Les capitalismes nationaux

L'histoire économique des différentes nations depuis le XIX^e siècle a mené le capitalisme à prendre des formes différentes d'un pays à l'autre.

Le capitalisme britannique

La croissance du capitalisme britannique au XIX^e siècle a été fortement marquée par un libre-échangeisme mêlé à la tradition du mercantilisme commercial. Cette évolution contre-nature a mené à la constitution d'un empire colonial important et à une insertion très précoce du pays dans la division internationale du travail (la part de la population agricole est devenue largement minoritaire au Royaume-Uni dès le XIX^e siècle). Important depuis ses colonies les matières premières, le Royaume-Uni est devenu au XIX^e siècle l'« atelier du monde ». Héraut du libéralisme à travers un monde protectionniste, le Royaume-Uni a toutefois connu une parenthèse marquée par l'émergence d'un État-providence important à la suite de la Seconde Guerre mondiale, avant de redevenir à partir des années 1980 un des exemples du capitalisme libéral anglo-saxon.

Le capitalisme américain

Si capitalisme américain et capitalisme britannique sont désormais réunis sous l'étiquette « capitalisme anglo-saxon », leurs histoires respectives sont pourtant différentes. Le capitalisme américain a été jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale marqué par un protectionnisme important. À la fin du XIX^e siècle, le capitalisme américain a connu une concentration importante dans la plupart des branches de l'économie, la constitution des *trusts*. Ainsi fusionnaient (ou s'alliaient) de leurs côtés les banques, de leurs côtés les compagnies pétrolières, et ainsi de suite. Bien qu'on considère le modèle américain contemporain comme proche de celui du Royaume-Uni, l'État un rôle important dans le soutien de ses entreprises comme le montrent les interventions protectionnistes récentes, les commandes importantes à certaines industries... ce qui pousse certains économistes à qualifier les États-Unis de pays mercantiliste.

Le capitalisme rhénan

Le modèle de l'Allemagne est plus récent, du fait même de la constitution plus tardive de cet État (1870). Il est depuis cette origine marqué par une forte prise en charge sociale (depuis Bismarck), une forte intervention de l'État dans les activités économiques, et une concentration importante des entreprises, qui deviennent ainsi des *konzern*. Cette concentration s'est faite dans une logique totalement différente de celle de la concentration américaine, vu qu'elle a consisté dans le rapprochement de secteurs d'activité différents et complémentaires, comme par exemple une forte implication du secteur bancaire dans l'ensemble des grandes branches de l'économie. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec l'essor de la social-démocratie, l'Allemagne a aussi réussi à développer un système syndical efficace où la collaboration entre entrepreneurs et représentants du personnel assure une relative stabilité, et

un faible taux de grèves contrastant avec le taux de syndicalisation élevé.

Le capitalisme nippon

Au Japon, les origines du capitalisme se trouvent dans l'intervention vigoureuse de l'État. C'est, en effet, l'État qui, centralisant les anciens revenus des grandes familles féodales, va développer l'industrie sous l'ère Meiji (à partir de 1868) avant de la confier à ces dernières. Les principes du capitalisme nippon sont semblables à ceux du capitalisme allemand dans la façon dont sont concentrées les entreprises. L'État joue toujours un rôle important dans l'économie, notamment via l'intervention du MITI. Au plan social, les grandes firmes entretiennent avec leurs salariés des rapports privilégiés basés sur la sécurité de l'emploi et en retour le dévouement à l'entreprise de la part du salarié.

Évolution récente des deux grands modèles

Dans son ouvrage de 1991, *Capitalisme contre capitalisme*, Michel Albert a analysé les évolutions des deux grands modèles, le modèle « néo-américain » (ou anglo-saxon) et le modèle « rhénan » (Allemagne, mais aussi pays scandinaves, Autriche, Suisse, et partiellement le Japon).

Pour Michel Albert, les performances économiques américaines depuis l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan en 1981 sont à relativiser. La forte croissance du capitalisme américain est selon lui le fait d'acquis des années antérieures à la libéralisation de l'économie opérée par ce président. Cette croissance a aussi été marquée par une accentuation du dualisme social et des inégalités^[réf. nécessaire], tandis que l'économie connaît des déséquilibres dangereux (déficits budgétaires, extérieurs...) : « ils se jettent à corps perdu dans l'endettement pour la consommation, la jouissance immédiate ». Par ailleurs, selon lui, l'économie est menacée par la prépondérance des marchés financiers et de leurs exigences.

Au contraire le modèle rhénan accorde une part moins importante à l'économie de marché via l'intervention de divers organismes. Les salaires sont par exemple fixés par les conventions collectives, l'ancienneté... Les grandes entreprises ne sont pas considérées comme des biens marchands mais comme une communauté « industrialio-financière » où les banques prennent une responsabilité de long terme. L'économie sociale de marché allemande incarne par ailleurs une synthèse entre le capitalisme et le socialisme. Ce système est moins générateur d'inégalités sociales et fondé sur des équilibres économiques solides (on pense à la rigueur monétaire allemande).

Capitalisme, colonialisme, impérialisme et guerre

L'impérialisme

L'émergence du capitalisme au XV^e siècle coïncide avec les premières grandes vagues de colonisations. Cortés, lucide conquérant des Amériques, déclara « nous autres Espagnols souffrons d'un mal que seul l'or peut guérir ».

L'influence de l'économie sur les rapports de puissance des états, soulignés par les penseurs mercantilistes, poussera plusieurs siècles plus tard certains à lier capitalisme et impérialisme. Déjà au XVIII^e siècle, Voltaire, plutôt enthousiasmé, soulignait que les marchands étaient plus utiles à la puissance de leur pays que les nobles :

« Le commerce, qui a enrichi les citoyens en Angleterre, a contribué à les rendre libres, et cette liberté a étendu le commerce à son tour ; de là s'est formée la grandeur de l'État. C'est le commerce qui a établi peu à peu les forces navales par qui les Anglais sont les maîtres des mers. Ils ont à présent près de deux cents vaisseaux de guerre. La postérité apprendra peut-être avec surprise qu'une petite île qui n'a de soi-même qu'un peu de plomb, de l'étain, de la terre à foulon et de la laine grossière, est devenue par son commerce assez puissante pour envoyer, en 1723 ^[4], trois flottes à la fois en trois extrémités du monde... »

Lettres anglaises



Caricature politique montrant le partage de la Chine entre puissances européennes, fin des années 1890

De fait, le Royaume-Uni impose violemment son commerce au monde au XIX^e siècle. Par exemple, celui de l'opium à la Chine (guerre de l'opium, 1838–1842)

Au début du XX^e siècle, des penseurs, marxistes pour la plupart, ont associé le phénomène de la multinationalisation des firmes et du colonialisme au développement du capitalisme, faisant de l'impérialisme son stade suprême.

En 1913, Rosa Luxemburg explique dans *l'Accumulation du capital*, que la reproduction du système capitaliste nécessite l'ouverture continue de nouveaux débouchés et son implantation dans les régions géographiques dont il est encore absent. Ainsi selon Rosa Luxemburg, l'impérialisme mène inévitablement à la guerre.

Illustrant l'importance économique des colonies, où plutôt reflétant l'importance qu'on leur attribuait à l'époque peut-être à tort, Jules Ferry déclara à la Chambre que « la politique coloniale est fille de la politique industrielle ». En effet, au fur et à mesure de son développement et de l'émergence économique de nouveaux pays, l'accès au marché et le partage des débouchés deviennent de plus en plus problématiques.

Mais la constitution de marchés coloniaux exclusifs est

limitée par la taille finie de la planète. Le temps du monde fini commence (selon l'expression du poète Paul Valéry^[5]) et les antagonismes entre les grandes puissances économiques ne peuvent s'en trouver qu'exacerbées.

De fait, des crises et des conflits opposent à plusieurs reprises le Royaume-Uni à la France (crise de Fachoda en 1898), les britanniques à des colons néerlandais (Première Guerre des Boers de 1880 à 1881, Seconde Guerre des Boers de 1899 à 1902), la France à l'Allemagne (au Maroc en 1905–1906 puis en 1911)... Jean Jaurès, opposant à la première guerre mondiale, déclara que « le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage ».

En 1916, Lénine explique dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, que la concentration du capital mène à un stade de l'histoire du capitalisme marqué par les positions de monopoles des grandes firmes industrielles et financières. Confrontées à la baisse tendancielle du taux de profit (théorie marxiste qui estime que les taux de profits du capitalisme tendent à baisser naturellement sur le long terme), les grandes firmes tentent d'investir sur les marchés étrangers afin de retrouver de forts niveaux de profit. Les grandes firmes nationales s'entendent alors pour se partager le monde. Lénine prend par exemple le cas d'AEG (Allemagne) et de General Electric (États-Unis) dans le domaine de l'électricité.

« Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des marchandises. Ce qui caractérise le capitalisme où règnent les monopoles, c'est l'exportation des capitaux. »

(*ibid.*)

La nature belliqueuse du capitalisme a été beaucoup discutée. Nombre de libéraux ont fait remarquer que l'impérialisme s'était aussi révélé comme une tendance récurrente de l'Union soviétique. Dans *les Étapes de la croissance économique* (1960), Walt Whitman Rostow, pense que la guerre n'est pas proprement liée au capitalisme, mais plus simplement au développement économique. L'émergence d'une nouvelle puissance économique, qu'elle soit capitaliste ou autre, signifie l'apparition d'une adéquation entre les équilibres géopolitiques passés et les rapports de forces nouveaux. La remise en question par la nation émergente des traités passés mène naturellement à la guerre.

Bilan de la colonisation pour le capitalisme occidental

Du point de vue de Fernand Braudel, si le capitalisme se fonde dans le commerce lointain, les colonies ont joué un rôle positif. Toutefois la concomitance du colonialisme et du capitalisme n'est pas si évidente dans les faits. Les grands empires coloniaux qu'ont été l'Espagne et le Portugal n'ont par exemple pas connu le développement du capitalisme industriel avant le XX^e siècle. Au contraire, des nations comme l'Allemagne et le Japon, et surtout les États-Unis, ont su développer un capitalisme efficace bien que ne possédant pratiquement pas de colonies.

Certains historiens ont souligné le rôle pervers des colonies dans le développement économique des métropoles. Ces dernières, constituant des débouchés « faciles », ont joué le rôle de marchés captifs, c'est-à-dire qu'elles ont découragé l'investissement matériel sur le territoire national en détournant d'importants volumes de capitaux vers l'extérieur.

Certains comme l'historien Jacques Marseille estiment que les efforts de conquête, mais surtout d'aménagement des territoires occupés, ont coûté davantage qu'ils n'ont rapporté aux économies capitalistes d'Europe. La théorie de Karl Marx du « pillage colonial »^[6] est donc fortement contestée.

En 1867, Karl Marx expliquait :

« La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore. »^[7]

Marx voit dans la colonisation l'origine des capitaux nécessaires à l'essor du capitalisme. Ils proviendraient :

- de l'expropriation des terres dans les colonies,
- de la création de monopoles de droits (voir les Compagnies des Indes plus haut),
- de l'exploitation et de la mise en esclavage des population indigènes,
- des débouchés alors fournis aux industries manufacturières d'Europe.

Dans une thèse datée de 1984, *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce*, Jacques Marseille se demande si l'empire colonial a été un frein ou un moteur pour le développement du capitalisme français. Selon lui, l'importance de l'empire pour le capitalisme français n'a été qu'une apparence statistique. En effet, de grandes compagnies ont su profiter de la crédulité des épargnants pour s'attirer des capitaux qui ne prenaient souvent pas de formes matérielles dans les colonies. Par ailleurs, les produits importés des colonies n'étaient pas des produits rares ni des produits dont les prix étaient substantiellement inférieurs aux cours mondiaux. À partir de la crise des années 1930, ce sont les secteurs économiques en déclin qui se sont accaparés les marchés coloniaux, tandis que les secteurs sources d'innovation ne s'y sont en réalité que très rarement intéressés. Certains estiment donc que l'empire n'a pas été la source du progrès économique.

Les motivations à la base du colonialisme étaient initialement morales, c'est-à-dire apporter le progrès aux « sauvages »^[réf. nécessaire]. Le socialiste Léon Blum écrivait en 1925 : « nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture et de les appeler aux progrès réalisés grâce aux efforts de la science ou de l'industrie »^[réf. nécessaire]. La prise de conscience du coût des colonies a progressivement renversé l'opinion des élites quant aux bienfaits du colonialisme, tandis que l'opinion publique, pourtant rapidement opposée au colonialisme, pour des raisons morales^[réf. nécessaire], conservait l'idée que celui-ci était favorable à la France. Le problème des marchés captifs a d'abord été identifié comme une source de démotivation à l'innovation pour les entreprises nationales, cette dernière n'étant pas nécessaire dans un contexte d'absence de concurrence de la part des pays étrangers. Le résultat serait alors de ce point de vue une perte de compétitivité face aux autres économies avancées. Seul le régime de Vichy a un temps préconisé le développement industriel des colonies, notant que le commerce avec des économies développées était plus profitable que celui avec des pays sous-développés. À la suite de la Seconde Guerre mondiale, les capitalistes ont cédé au « complexe hollandais ». En effet, le constat de la croissance exceptionnelle de l'économie des Pays-Bas suite à l'abandon en

1949 de l'Indonésie troublait la thèse couramment admise sur l'influence économique positive de l'empire.

Finalement, la thèse de Jacques Marseille s'oppose à celle de Karl Marx sur le rôle du pillage colonial. Selon Marseille, il est notable que le développement récent du capitalisme a demandé au contraire un abandon des colonies, un « divorce par consentement mutuel »^[8] entre les deux parties : ce ne seraient donc pas des raisons économiques qui expliqueraient selon Marseille l'attachement des métropoles à certaines de leurs colonies, mais plutôt des raisons politiques et militaires. L'empire aurait en fait constitué un « boulet » entravant la modernisation du capitalisme français. Si un des divorcés en a largement profité, la métropole, le cas du second est plus nuancé. Si certaines anciennes colonies ont su développer un capitalisme efficace suite à leur émancipation, de nombreux pays, d'Afrique notamment, ont de nos jours des revenus par habitants inférieurs à ceux qu'ils avaient avant leur indépendance.

Dans son ouvrage de 1994, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Paul Bairoch partage la thèse de Jacques Marseille :

« A la veille de la première guerre mondiale, 98% des minerais métalliques utilisés dans les pays développés venaient du monde développé ; le chiffre était de 80% pour les fibres textiles et, comme nous l'avons vu, de plus de 100% pour l'énergie. » (ibid.)

Seuls quelques rares produits entraînaient une dépendance vis à vis des colonies : le caoutchouc, les phosphates naturels... Au contraire, les pays du tiers monde étaient très dépendant des débouchés de la métropoles, car bien que les métropoles fussent quasi autosuffisantes, les colonies quant à elles exportaient à plus de 90% des produits primaires.

Paul Bairoch note toutefois que les conséquences de la colonisation furent désastreuses : « Si l'occident n'a guère gagné au colonialisme, cela ne signifie pas que le tiers monde n'y ait pas beaucoup perdu ». Les territoires colonisés ne partagèrent pas la prospérité de leur métropole et, d'après Angus Maddison, le PIB de la plupart d'entre eux stagna entre 1820 et 1953.

Faut-il imputer ce bilan au capitalisme ? Pour Karl Marx, « la richesse coloniale n'a qu'un seul fondement naturel : l'esclavage »^[9], mais Paul Bairoch souligne que l'Occident ne fut pas le seul colonisateur, tandis que l'esclavage a été aboli bien avant la fin des colonies.

Le capitalisme mondial

De l'« économie-monde » à l'économie mondiale

Au sens de Braudel, il faut entendre « monde » comme un ensemble économique cohérent. Dès lors, il peut coexister plusieurs « économies-monde », qui forment différents ensembles économiques. Ainsi les grandes cités marchandes sont-elles les centres d'ensembles économiques cohérents à l'échelle d'un continent, ou d'une mer (la Méditerranée au XVI^e siècle pour les cités italiennes par exemple) :

« un morceau de la planète économiquement autonome, capable pour l'essentiel de se suffire à lui-même et auquel ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique ».

Ce n'est qu'avec la révolution industrielle à la fin du XVIII^e siècle que s'entame un processus qui fera de Londres le centre d'une « économie-monde » à l'échelle mondiale. Elle sera plus tard dépassée par New York, vers 1929.

L'étude parallèle des deux termes n'est pas gratuite, car on tend à retrouver les caractéristiques des « économies-monde » de la Renaissance dans l'économie mondiale actuelle.

- L'« économie-monde » est toujours dominée par un pôle urbain, une ville capitaliste assurant le rôle de centre décisionnel et logistique. Cette analyse peut être rapportée à la prépondérance de la Triade (Europe, Japon, Amérique du Nord) qui concentre 75 % du commerce mondial et de ses grandes mégalo-poles (Londres, New York, Tokyo), qui concentrent une part similaire des opérations financières de la planète. 94 % des sièges sociaux de firmes multinationales se localisent dans la Triade.

- Une division en zones successives fortement hiérarchisées faisant l'objet d'une division internationale du travail. On retrouve près des cités dominantes les activités décisionnelles et à forte valeur ajoutée (la Triade), puis s'éloignant des pôles on trouve des économies de moins en moins avancées et subordonnées aux économies dominantes (les pays en voie de développement qui se consacrent aux activités de main-d'œuvre), puis à la périphérie, des pays oubliés et isolés, hors de l'activité économique mondiale (les pays les moins avancées).

On peut donc considérer que c'est une longue évolution de schémas existant depuis la Renaissance qui a progressivement mené le capitalisme à constituer une économie mondialisée.

Multinationalisation des entreprises

Les premières multinationales modernes datent du milieu du XIX^e siècle. À titre d'exemple, Samuel Colt réalise le premier investissement américain au Royaume-Uni en 1852 afin d'y faire produire son revolver. Singer, fabricant américain de machines à coudre s'installe en Europe à partir de 1867. Ces entreprises, le plus souvent britanniques, ouvrent la voie de l'internationalisation de la production. Elles sont suivies dans les années de la Grande dépression (1873-1896) par un premier groupe de grandes firmes nationales : General Electric, AEG, Nestlé, Kodak, United Fruits, ... En 1908, Henry Ford ouvre sa première usine en Europe, à Manchester. La stratégie d'installation sur les marchés étrangers a été par la suite modifiée par la déréglementation et la modernisation des marchés financiers qui ont permis l'échange d'actifs financiers à l'échelle de la planète. Les grands groupes fusionnent avec des firmes étrangères (un des plus vieux exemples étant Royal Dutch Shell, compagnie britannico-néerlandaise fondée en 1908). On peut par exemple noter que les entreprises « françaises » cotées au CAC 40 sont en moyenne détenues à plus de 40 % par des investisseurs étrangers.

Pour Robert Reich (*l'Économie mondialisée*, 1991), l'économie nationale tend à disparaître au profit d'un réseau mondial dans lequel les entreprises abandonnent la production standardisée aux pays en développement, ce qui ne reflète pas une perte de compétitivité des pays riches (on peut noter par exemple que seul 10 % du prix d'un ordinateur est lié à sa production proprement dite), mais conservent le plus souvent les activités de conception. Enfin la production est dispersée sur la planète afin de profiter des avantages de chaque région.

Du point de vue social, l'effet de cette mutation du capitalisme est un accroissement des inégalités au plan national. Les travailleurs les moins qualifiés sont mis en concurrence avec ceux des pays du tiers monde, tandis que les « manipulateurs d'idées » profitent de marchés gigantesques où accroître leur profit. En effet l'idée (logiciel, gestion, brevet, ...), produite une fois, se multiplie à coût quasi nul une infinité de fois, ce qui entraîne pour son concepteur un revenu proportionnel à la taille du marché.

Vers un « capitalisme cognitif » ?

La perte de valeur du travail non qualifié et même du capital matériel (de plus en plus délocalisé dans les pays pauvres) entraîne une prise d'importance toujours croissante du capital immatériel (la propriété intellectuelle) et de la connaissance technique et du savoir-faire des travailleurs (le capital humain).

La propriété intellectuelle

Au tournant des XIII^e et XIV^e siècles, se dégage progressivement en Europe un nouveau concept : celui de privilège. Les privilèges présentent trois caractéristiques :

- existence d'une requête argumentée;
- appréciation de l'intérêt public par les autorités;
- concession d'un droit exclusif d'exploitation limité dans le temps et dans l'espace.

Mais c'est à Venise qu'apparaît le brevet sous sa forme moderne.

Venise est à cette époque un milieu cosmopolite, entreprenant et toujours en mouvement. Par ailleurs tout ce qui se rapporte à la gestion de l'eau et autres dispositifs aquatiques est leur domaine de prédilection. C'est pourquoi Venise aurait délivré en 1421 un privilège s'apparentant réellement à un brevet d'invention. Le nombre de privilèges se multiplia au cours des cinquante années qui suivirent et le système s'étendit à d'autres domaines pour devenir l'un des principaux moyens de transmission du progrès commercial et industriel de la République.

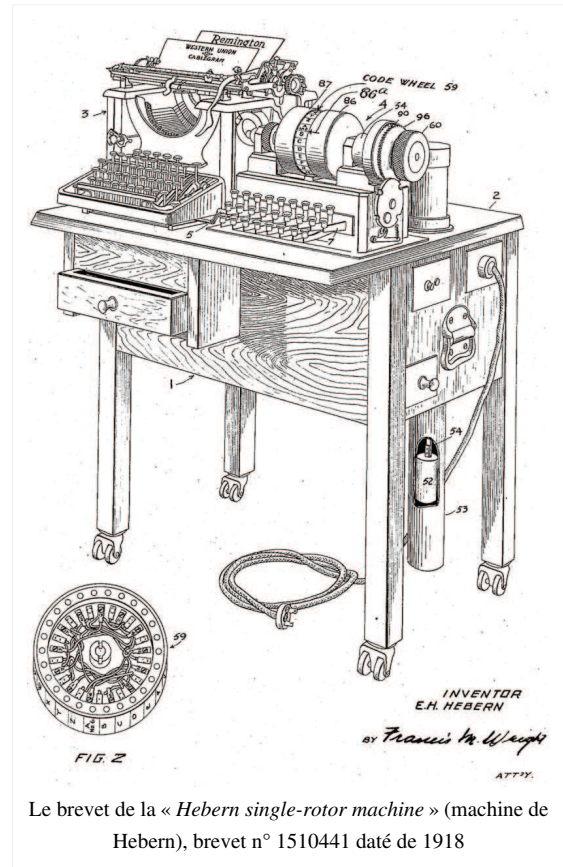
En 1474 la procédure est suffisamment rodée pour que les autorités décident, par un vote du Sénat (116 « oui » contre 10 « non » et 3 abstentions), d'intégrer l'expérience acquise en rédigeant une loi. Ce texte historique, connu sous le nom de « Parte Veneziana », énonce pour la première fois les quatre principes de base justifiant la création de toute loi sur les brevets :

- encouragement à l'activité inventive;
- compensation des frais encourus par l'inventeur;
- droit de l'inventeur sur sa création; et surtout
- utilité sociale de l'invention.

Pour faire l'objet d'un privilège, l'invention doit être :

- « nouvelle », c'est-à-dire n'avoir jamais été réalisée auparavant sur le territoire de la République (nouveau locale);
- « ingénieuse » (concept de la non-évidence); et
- « au point, de manière à être utilisée et appliquée » (concept de l'utilité).

Au Royaume-Uni, la première loi sur les brevets d'invention (*statute of monopolies*) fut votée par le Parlement anglais en 1623. Depuis la Renaissance, de nombreuses cités reconnaissaient des privilèges aux inventeurs. En France, l'Ancien Régime leur assure aussi des droits. C'est Beaumarchais qui fera, durant la Révolution française, voter des « droits d'auteurs ». C'est le meilleur exemple du lien substantiel du capitalisme au Droit, car rien d'autre que la violence de l'État ne peut prévenir la copie. Le Royaume-Uni de la révolution industrielle se garantira



l'exclusivité de ses innovations en empêchant la sortie de toute machine jusqu'en 1843.

De nos jours, les brevets posent des problèmes éthiques dans les domaines médicaux tandis que se pose la question de la brevetabilité du vivant (le génome humain en particulier). Les brevets sur les logiciels, les algorithmes et les méthodes d'affaires sont également de plus en plus critiqués, leurs détracteurs craignant un effet adverse sur l'innovation et par la même un danger pour le capitalisme (Procès Research In Motion vs Blackberry, Procès Microsoft vs Eolas, etc.). L'évolution des supports informatiques et des méthodes d'échange, tel le « pair-à-pair » (*peer-to-peer*), montrent bien que la pérennité du capitalisme repose sur la volonté et la capacité de l'État à assurer la protection de la propriété privée.

Plus spécifiquement, il s'agit en réalité de pouvoir monétiser ce qui jusque là n'avait qu'une valeur floue. Jusqu'à une époque récente, la propriété intellectuelle était assurée par le fait que sa violation nécessitait des capitaux importants (usines de reproduction de CD, Usine destinée à produire un produit qui viole un brevet, etc.) et surtout le produit fini (issu de la violation) était un produit physique. De ce fait, même si la notion de propriété intellectuelle n'était pas bien établie, un produit physique (dont la propriété n'était pas ambiguë) venait la matérialiser et les contrefacteurs potentiels hésitaient à investir du capital dans une entreprise qu'ils savaient condamnable (et donc condamnée) à moyen terme. Le coût de reproduction et surtout l'absence de nature 'physique' des biens contrefaits ont aujourd'hui fait sauter ces deux barrières. Cette nouvelle situation a créé une nécessité pour le système capitaliste : celle de définir clairement les bornes, les règles et les moyens de protection de la propriété intellectuelle afin de pouvoir la monétiser de façon fiable. L'échec de ce processus entraînerait des modifications profondes dans la structure du capitalisme actuel.

L'émergence du « capital humain »

On doit l'analyse la plus connue du « capital humain » à l'économiste américain Gary Becker (*Human Capital*, 1964). Il définit l'ensemble des aptitudes et compétences accumulées par l'individu et susceptibles de jouer un rôle dans le processus de production. C'est la forme de capital dont la prise en compte est la plus récente. Il joue un rôle croissant dans une société de plus en plus tertiariée et où la recherche et les sciences ont une place cruciale.

Ce capital est substantiel à l'individu et il semble donc improbable qu'on puisse l'en déposséder. Il existe toutefois des exceptions notables. Les salariés quittant leur entreprise peuvent par exemple être soumis à une clause de non-concurrence, les empêchant alors de faire profiter de leur savoir une entreprise concurrente, et ce pour un certain temps. Mais le capital humain pose bel et bien de vrais problèmes : la « fuite des cerveaux » par exemple (hauts diplômés formés aux frais d'un État et qui profitent à un autre). De même, le risque de perdre leurs salariés décourage les entreprises de leur offrir une formation onéreuse. Le capital humain représente une forme de capital que le capitaliste ne peut pas encore s'approprier.

Les évolutions décrites dans les deux derniers paragraphes, accélérées par le processus de mondialisation, amènent certains à considérer le passage dans un nouveau type d'économie (« économie du savoir » ou « capitalisme cognitif ») dans laquelle les droits de propriété sur le capital seraient plus limités. À titre d'exemple le philosophe altermondialiste d'inspiration marxienne Antonio Negri estime que :

« le travailleur, aujourd'hui, n'a plus besoin d'instruments de travail (c'est-à-dire de capital fixe) qui soient mis à sa disposition par le capital. Le capital fixe le plus important, celui qui détermine les différentiels de productivité, désormais se trouve dans le cerveau des gens qui travaillent : c'est la machine-outil que chacun d'entre nous porte en lui. C'est cela la nouveauté absolument essentielle de la vie productive aujourd'hui . »^[10]

On retrouve dans les travaux d'Alvin Toffler l'idée d'un "savoir"; nouvelle puissance absolue de notre temps; il succéderait ainsi à la puissance animale et à la puissance monétaire. Pour plus d'informations, voir la Théorie des vagues de développement

Ces thèses restent éminemment contestées.

Sources

- Thomas More, *Utopia*, 1516
- Voltaire, *Lettres philosophiques*, 1734
- Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, 1755
- Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776
- Thomas Robert Malthus, *Essai sur le principe des populations*, 1798
- Jean-Baptiste Say, *Traité d'économie politique*, 1803
- David Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817
- Karl Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1848
- Karl Marx, *Le Capital*, 1867
- Werner Sombart, *Le Capitalisme moderne*, 1902
- Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, (1904-1905, 1920)
- Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du capital*, 1913
- Vladimir Ilyitch Ulianov (Lénine), *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916
- John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936
- Joseph Aloys Schumpeter, *Capitalisme, socialisme, et démocratie*, 1942
- Walt Whitman Rostow, *Les Étapes de la croissance économiques*, 1960
- Raymond Aron, *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, 1962
- Gary Becker, *Human Capital*, 1964
- John Kenneth Galbraith, *Le Nouvel État industriel*, 1967
- Michel Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme*, 1976
- Alfred Chandler, *La Main visible des managers*, 1977
- Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce*, 1984
- Fernand Braudel, *La Dynamique du capitalisme*, 1985
- Michel Albert, *Capitalisme contre Capitalisme*, 1991
- Robert Reich, *L'Économie mondialisée*, 1991
- Joseph Stiglitz, *Quand le capitalisme perd la tête*, 2004
- Alain Bihr, *La Préhistoire du capital : le devenir-monde du capitalisme*, 2006

Voir aussi

Articles connexes

- Capitalisme ;
 - Émergence du capitalisme selon Max Weber ;
 - Néolibéralisme
 - Commerce international
 - Connaissance technique
-